



## Déclaration de la FSU au CTA du 21/09/2018

La FSU ne surprendra personne en déclarant n'être pas satisfaite des annonces du gouvernement, comme une grande majorité des français-es d'après les dernières estimations. Bien plus que d'insatisfaction, c'est bien de colère qu'il faut parler : attaques contre les plus fragiles, volonté de casser le système de retraite par répartition, paupérisation toujours plus forte des retraité-es, et plus généralement le caractère très libéral des réformes qui visent à amoindrir les garanties collectives.

**La colère est présente aussi face au pseudo dialogue social mis en avant par le gouvernement**, qui consulte mais n'entend jamais rien des propositions faites par les organisations syndicales. Le rapport de CAP 2022 a ainsi été tenu secret jusqu'à sa diffusion par un canal non gouvernemental, l'été a vu l'annonce de fusion des académies sans aucune concertation

Le gouvernement persiste aussi dans sa volonté de **casser la fonction publique**, en s'attaquant au périmètre et aux attributions des instances (fusion CT-CHSCT, CAPA...), en gelant les rémunérations, en mettant en avant le « mérite », avec le plan de départ volontaire et le retour accru au contrat. Pour la rentrée 2019, c'est ainsi 4500 postes qu'il est prévu de supprimer. C'est inacceptable, alors que la population et les besoins ne cessent, eux, de croître.

Dans l'Éducation, le procédé est hélas identique. En début de semaine notre ministre de l'Éducation annonce d'abord la suppression de 1800 postes dans le second degré, et nous finissons par apprendre que ce seront en fait 2600 postes qui seront supprimés. **Ne leurrions pas les collègues, ni les parents d'élèves : non l'offre éducative ne sera pas maintenue**, et encore moins par le recours très sarkozyste aux heures supplémentaires. Les propos du ministre visant à imposer une deuxième heure supplémentaire aux collègues sont inacceptables, alors que la surcharge de travail est déjà très importante. Rémunération au pseudo « mérite », travailler plus pour gagner plus, la coupe est pleine et la colère monte.

De nouveaux programmes en collège sont parus au BO...fin juillet, des repères de progression annuels ont été écrit pendant l'été par la DGESCO, sans consultation des enseignants ni réunion du comité de suivi des programmes. Les évaluations nationales demandées en 6<sup>e</sup> et en seconde interrogent aussi fortement non seulement sur la qualité et la pertinence de ce qui est proposé, mais aussi sur l'utilisation qui en sera faite. Elles sont d'autant plus inquiétantes que le ministre envisage

leur publication. **L'idéologie qui se cache derrière est inacceptable pour la FSU : pilotage du système par la concurrence, et volonté de développer l'évaluation et la rémunération des personnels au « mérite », en particulier par de l'indemnitaire au détriment du salaire.**

Au lycée également, **la mise en place des enseignements de spécialité pose de nombreuses questions**, ce qui nous a conduit, Mme la Rectrice, à vous écrire et à demander de mettre ce sujet à l'ordre du jour de ce CTA. Il en est de même pour Parcoursup, dont nous vous demandons un bilan chiffré détaillé, comparatif avec les chiffres de l'an dernier, à la suite de cet été calamiteux pour des milliers de familles et d'étudiants. De même, certaines consignes données dans les CIO concernant les élèves de lycées professionnels interrogent fortement.

**La réforme de la voie professionnelle engagée pour la rentrée 2019 par le ministre de l'Éducation Nationale est tournée uniquement vers l'insertion professionnelle.** Cette réforme interpelle et inquiète l'ensemble des PLP car, sur fond d'austérité budgétaire, elle dégradera les conditions de formation des élèves qui en ont le plus besoin et ne permettra plus leur émancipation par l'accès à une culture générale et professionnelle de haut niveau. Le Ministre veut ouvrir des unités de formation par apprentissage dans tous les LP alors que l'apprentissage n'est pas plus efficace que la voie scolaire. Cette mesure introduira dans les LP la discrimination propre à l'apprentissage et aggravera la concurrence élèves/apprentis. Les grilles horaires envisagées par le ministre présentent une baisse conséquente du volume des heures d'enseignement en Bac pro et en CAP (de -296 h à -380h). Toutes les disciplines seront touchées, notamment les Maths-sciences, la LV2, les Arts Appliqués, le Français et l'Histoire-Géographie-EMC.

Cet allègement va rendre les poursuites d'études vers le BTS plus difficiles, voire impossibles, appauvrir la culture générale des élèves et diminuer les savoirs et savoir-faire professionnels. Cette perte sera aggravée par la création de 2<sup>des</sup> à grandes familles de métier qui retardera la spécialisation aux métiers à la classe de 1<sup>re</sup>. **L'objectif unique est l'intégration des jeunes dans le monde de l'entreprise en tant que main d'œuvre mono-tâche, sans connaissances ni culture, qui favorisent pourtant formation continue et émancipation.**

Les personnels défendent une autre vision de la voie professionnelle sous statut scolaire. Ils rejettent majoritairement cette réforme qui ne cherche qu'à adapter les contenus de la formation aux attentes des professionnels et du patronat qui exige une main d'œuvre immédiatement productive, malléable, dénuée de tout sens critique, et à bas coût.

Pour nous, la voie professionnelle doit conserver sa double finalité, l'insertion professionnelle mais aussi la poursuite d'études. **Nous devons garantir aux élèves l'accès à une culture générale et technique de qualité. Nous demandons l'ouverture de réelles concertations** pour une autre réforme où les contenus et savoirs enseignés ainsi que les conditions d'études des jeunes et de travail des personnels soient au cœur des discussions.

**Le SNUEP-FSU avec l'intersyndicale appelle les collègues à se mettre en grève le jeudi 27 septembre.**

Pour les écoles, cette rentrée se déroule dans un contexte de caporalisation, de dépossession de professionnalisme voulus par quelques idéologues nostalgiques au premier rang desquels nous trouvons notre ministre. **A supposer qu'elle ait existé, l'école de la confiance a vite vécu** pour faire

place aux injonctions multiples, aux prescriptions méthodologiques validées, on est prié de le croire, par les neurosciences et par des évaluations nationales dont certains items feraient éclater de rire si ce n'était pas si sérieux. Pour les écoles et notamment les écoles rurales dont le territoire régional est riche et rempli (en RPI ou pas), c'est l'alarme. Les projets fous, sur la direction d'école notamment, sur les fusions systématiques entre maternelle et élémentaire aussi, ceux qui voudraient qui amèneraient à une mise en concurrence entre écoles et enseignants seront combattus avec toute l'énergie dont nous disposons.

**Globalement, la rentrée dans un certain nombre d'établissements de notre académie est difficile :** classes surchargées, ouverture de classes pendant l'été dans certains départements sans aucun moyens supplémentaires, classes toujours sans enseignants, impact sur les TZR et les BMP... Les CDI sont toujours en surcharge devant l'absence de créations d'enseignants-documentalistes ces dernières années, les vies scolaires en difficulté face aux recrutements impossibles d'AED en particulier dans les zones rurales et la fin des contrats aidés. Concernant les CIO et la politique d'orientation en général, même si un groupe de travail est mis en place par le rectorat, **la FSU réaffirme son attachement à des CIO hors des établissements scolaires avec des Psy-EN personnels de l'Éducation nationale**, qui garantissent l'égal accès de toutes et de tous aux services publics. La FSU rappelle également son opposition au transfert des DRONISEP aux régions. **Non, Mme la Rectrice, il ne suffit pas de « traverser la rue pour trouver un emploi » pas plus que pour choisir son parcours d'orientation et son avenir il suffit, pour les élèves, de cocher n'importe quelle formation** et pour les professionnels de « gérer les flux » régionaux.

Concernant notre Région justement, nous ne pouvons que déplorer la communication autour du nouveau portail destiné aux 15-25 ans appelé « Yep's ». Alors que nos missions nous conduisent notamment à déconstruire les stéréotypes sexistes et hétérocentrés, la Région fait elle exactement l'inverse par une communication qui les renforce.

Pour l'UNSS, l'AG du 1<sup>er</sup> juin 2018 a validé l'augmentation de 10% du contrat licences (ce sont 456 000€ supplémentaires qui entrent dans les caisses). Malgré l'opposition des élu-es des AS et le seul vote contre du SNEP-FSU, cette augmentation entre en vigueur à cette rentrée. Cela va contraindre les AS à augmenter de 1 à 3€ le prix de la licence. C'est donc grâce aux familles que l'UNSS permet d'équilibrer son budget. Puisque le sport scolaire est un service public, c'est à l'Etat, et particulièrement au ministère de l'Education Nationale, de jouer tout son rôle et d'assumer pleinement sa part de responsabilité financière dans le fonctionnement de l'UNSS. C'est pourquoi lors des AG de rentrée, les élu-es des AS font signer une pétition en ce sens et que le SNEP-FSU fait voter une motion : « Faire financer l'austérité par les familles : non merci ! », actions qui reçoivent un accueil unanime de la profession.

A propos de la revalorisation indiciaire des personnels contractuels administratifs, sociaux et de santé, nous nous réjouissons de l'augmentation de l'indice. Cette mesure suffira-t-elle à améliorer la précarité de l'emploi des non-titulaires ? Cette augmentation ne cache-t-elle pas un recours plus large à l'emploi de contractuel comme l'avait annoncé le premier ministre au dépend de la création de poste ce qui serait une remise en cause du statut de la fonction publique ?

Nous souhaitons vous interpeller également, Mme la Rectrice, **sur la colère de certains de nos collègues recevant leur appréciation finale suite au rendez-vous de carrière** face à l'incohérence entre les items et l'avis final, ou encore au manque d'écoute suite aux remarques qu'ils ont pris le

temps de faire au mois de juin. Pour ces collègues, nous sommes bien loin de l'école de la bienveillance pourtant avancée dans le projet académique : « la valorisation des agents, de leurs missions et le sentiment d'appartenance sont des facteurs clés de l'épanouissement au travail ».

Concernant les élections professionnelles, et leurs enjeux particulièrement importants, le rectorat doit absolument tout mettre en œuvre pour favoriser la participation de tous les collègues, quelle que soit leur catégorie.